

## **BC-15/30 : Programme de travail et budget de la Convention de Bâle pour l'exercice biennal 2022–2023**

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* la décision BC-15/2 sur le programme de travail et budget provisoires de la Convention de Bâle pour 2022 adoptée lors de la partie en ligne de sa quinzième réunion, tenue du 26 au 30 juillet 2021,

*Prenant note* des rapports financiers pour 2020 et 2021 du Fonds d'affectation spéciale de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Fonds d'affectation spéciale général pour la Convention de Bâle)<sup>1</sup>,

*Prenant note également* de la proposition du Secrétariat concernant l'affectation des montants économisés par suite de la pandémie de COVID-19 dans le cadre de la Convention de Bâle<sup>2</sup>,

*Rappelant* la décision BC-14/26 sur le Mémoire d'accord entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Conférence des Parties à la Convention de Bâle,

### **I**

#### **Fonds d'affectation spéciale général pour la Convention de Bâle**

1. *Approuve* le budget-programme de la Convention de Bâle pour l'exercice biennal 2022–2023 d'un montant de 4 964 844 dollars des États-Unis pour 2022 et de 4 849 700 dollars des États-Unis pour 2023, aux fins énoncées au tableau 1 de la présente décision ;
2. *Autorise* le Secrétaire exécutif de la Convention de Bâle à engager des dépenses à hauteur du montant approuvé pour le budget opérationnel, en prélevant sur les liquidités disponibles ;
3. *Décide* de maintenir le montant de la réserve opérationnelle à 15 % de la moyenne annuelle des budgets opérationnels pour l'exercice biennal 2022–2023 ;
4. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'exercice biennal 2022–2023 figurant dans le tableau 2 de la présente décision et autorise le Secrétaire exécutif, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, à ajuster ce barème pour y inclure toutes les Parties à l'égard desquelles la Convention entrera en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour 2023 ;
5. *Rappelle* que les contributions au Fonds d'affectation spéciale général pour la Convention de Bâle sont dues avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année pour laquelle ces contributions ont été inscrites au budget, *exhorte* les Parties à payer promptement leurs contributions, *engage* les Parties en mesure de le faire à verser leurs contributions avant le 16 octobre 2022 pour l'année civile 2023 et prie le Secrétariat d'aviser les Parties du montant de leurs contributions dès que possible ;
6. *Constate à nouveau* avec préoccupation qu'un certain nombre de Parties n'ont pas versé leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale général pour la Convention de Bâle pour 2021 et au titre d'exercices antérieurs, contrevenant ainsi aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 5 des règles de gestion financière, et exhorte les Parties à régler leurs arriérés de contributions dès que possible ;
7. *Prie* le Secrétariat, lorsqu'une telle situation se produit, de travailler directement avec les missions permanentes, les ministères des affaires étrangères et les correspondants des Parties afin que celles-ci s'acquittent intégralement et dès que possible de leurs arriérés et de leurs contributions statutaires, et de présenter aux réunions régionales un état des lieux concernant les arriérés de contributions et les conséquences de cette situation ;
8. *Prie* la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer à collaborer étroitement avec le Secrétaire exécutif de la Convention de Bâle, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, de sorte que

---

<sup>1</sup> UNEP/CHW.15/INF/55/Rev.1.

<sup>2</sup> Ibid.

les informations sur le paiement des contributions, notamment les arriérés, soient communiquées plus rapidement ;

9. *Reconnaît* les graves répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur l'économie mondiale en général et les économies des pays en développement en particulier, et le fait que de nombreuses Parties qui sont des pays en développement s'efforcent de faire face aux incidences économiques de la pandémie ;

10. *Rappelle* les dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 5 des règles de gestion financière sur les contributions dues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 ainsi que le paragraphe 9 de sa décision BC-14/29 et décide de continuer à appliquer le principe selon lequel aucun représentant d'une Partie qui doit quatre ans ou plus d'arriérés de contributions et qui n'a pas convenu d'un calendrier de paiement ou qui n'en respecte pas les échéances comme prévu à l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 5 des règles de gestion financière ne pourra bénéficier d'une assistance financière pour participer à des ateliers intersessions et autres réunions informelles, étant donné que, selon les Normes comptables internationales pour le secteur public, tout arriéré de plus de quatre ans doit être intégralement traité comme une créance douteuse ;

11. *Prend note* des efforts déployés par le Secrétaire exécutif et le Président de la Conférence des Parties qui, dans une lettre signée conjointement, ont invité les ministres des affaires étrangères des Parties devant des arriérés de contributions à prendre sans tarder les mesures rectificatives qui s'imposent, demande que cette pratique se poursuive et remercie les Parties qui ont répondu positivement en réglant leurs arriérés ;

12. *Adopte* le tableau des effectifs du Secrétariat pour l'exercice biennal 2022–2023, présenté dans le tableau 3 de la présente décision, qui a été utilisé aux fins d'évaluation des coûts pour établir le budget global ;

13. *Autorise* le Secrétaire exécutif à continuer de déterminer les effectifs du Secrétariat (classe, nombre, répartition) en faisant preuve de souplesse, pour autant que les postes restent au même niveau ou soient déclassés, que le Secrétaire exécutif respecte le montant maximum des dépenses de personnel autorisé dans le tableau 3 de la présente décision pour l'exercice biennal 2022–2023, conformément à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne<sup>3</sup>, et que sa décision n'ait pas d'incidences financières qui iraient au-delà de cet exercice ;

14. *Autorise* le Secrétaire exécutif, à titre exceptionnel et en dernier recours, à prélever des fonds supplémentaires à concurrence de 247 179 dollars sur le solde net des trois fonds d'affectation spéciale généraux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm afin de couvrir tout déficit par rapport à l'enveloppe budgétaire approuvée au titre des effectifs pour l'exercice biennal 2022–2023, au cas où l'augmentation annuelle appliquée au coût réel des effectifs et utilisée pour déterminer l'enveloppe budgétaire à ce titre serait insuffisante, sous réserve qu'ils ne soient pas ramenés en deçà de la réserve opérationnelle ;

15. *Prie* le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à sa seizième réunion sur l'état des postes pourvus par rapport au tableau des effectifs approuvé ;

## II

### Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle

16. *Prend note* des montants estimatifs de 9 241 602 dollars des États-Unis pour l'année 2022 et de 9 416 836 dollars des États-Unis pour l'année 2023, indiqués au tableau 1 de la présente décision, devant servir à financer les activités au titre de la Convention à imputer sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une assistance technique pour appliquer les dispositions de la Convention de Bâle (Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle) ;

17. *Note* que le Secrétariat s'est efforcé de faire preuve de réalisme dans la détermination du montant des ressources demandées au titre du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle qui figurent dans le budget, lequel reflète les priorités arrêtées par l'ensemble des Parties, et exhorte les Parties et invite les non-Parties et autres intéressés à verser

---

<sup>3</sup> Bureau des services de contrôle interne, Division de l'audit interne, rapport n° 2014/024, consultable à l'adresse <https://oios.un.org/audit-reports>.

des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle afin d'encourager les donateurs à faire de même ;

18. *Note également* qu'il importe que le Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle dispose de fonds pour financer la participation des Parties qui sont des pays en développement, en particulier celle des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et des Parties qui sont des pays à économie en transition aux réunions organisées au titre de la Convention ;

19. *Prend acte* de la mise en place de l'équipe spéciale du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargée d'entreprendre un examen global de la méthode actuellement suivie pour le calcul et l'allocation des recettes au titre des dépenses d'appui au programme, et attend avec intérêt les résultats de ses travaux, qu'elle pourrait examiner lorsqu'ils seront disponibles ;

20. *Exhorte* les Parties et invite les autres intéressés en mesure de le faire à verser d'urgence et aussitôt que possible des contributions au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle, en vue d'assurer la participation pleine et entière à ses réunions et à celles de ses organes subsidiaires des Parties qui sont des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et des Parties qui sont des pays à économie en transition ;

### III

#### Travaux préparatoires en vue du prochain exercice biennal

21. *Prend note* des mesures prises depuis 2012 pour utiliser plus rationnellement les ressources financières et humaines du Secrétariat et engage le Secrétaire exécutif à poursuivre ces efforts dans le cadre des activités futures du Secrétariat ;

22. *Prie* le Secrétaire exécutif d'élaborer un budget pour l'exercice biennal 2024–2025, qu'elle examinera à sa seizième réunion, en expliquant les principes fondamentaux, les hypothèses et la stratégie de programmation qui le sous-tendent et en présentant les dépenses pour l'exercice biennal 2022–2023 selon leur répartition par programme ;

23. *Prie également* le Secrétaire exécutif de déterminer les effectifs du Secrétariat (classe, nombre, répartition) dans un tableau d'effectifs et d'inscrire les coûts réels totaux dans les budgets des Conventions pour l'exercice biennal 2024–2025 ;

24. *Note* qu'il faut faciliter l'établissement des priorités en fournissant aux Parties, en temps utile, des informations sur les incidences financières des diverses possibilités qui sont envisagées et, à cette fin, prie le Secrétaire exécutif de présenter dans le projet de budget opérationnel pour l'exercice biennal 2024–2025 deux scénarios de financement qui tiennent compte de tout gain d'efficacité mis en évidence comme suite au paragraphe 21 de la présente décision et qui reposent sur :

a) L'évaluation, par le Secrétaire exécutif, des ajustements qu'il est nécessaire d'apporter au budget opérationnel pour financer toutes les propositions ayant des incidences budgétaires qui lui sont soumises, qui ne devraient pas représenter, en valeur nominale, une hausse de plus de 5 % par rapport au budget de l'exercice biennal 2022–2023 ;

b) Le maintien du budget opérationnel à son niveau de 2022–2023 en valeur nominale ;

25. *Prie* le Secrétaire exécutif de lui fournir à sa seizième réunion, s'il y a lieu, une estimation du coût des activités ayant des incidences budgétaires qui ne sont pas prévues dans le projet de programme de travail, mais figurent dans les projets de décision proposés, avant qu'elle n'adopte ces décisions ;

26. *Prie également* le Secrétaire exécutif d'allouer des ressources pour financer les déplacements des participants des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition, sur la base des listes de classification des pays établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies<sup>4</sup>, conformément à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la règle 4 des règles de gestion financière de la Convention de Bâle ;

27. *Souligne* qu'il faut veiller à ce que le montant des ressources demandées au titre du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention de Bâle pour l'exercice

---

<sup>4</sup> Voir, par exemple, le rapport annuel *World Economic Situation and Prospects*.

biennal 2024–2025 qui figure dans le budget soit réaliste et reflète les priorités arrêtées par l'ensemble des Parties afin d'encourager les donateurs à verser des contributions à titre volontaire ;

28. *Prie* le Secrétaire exécutif d'établir, pour examen à la seizième réunion de la Conférence des Parties, un rapport tenant compte des coûts supplémentaires éventuellement encourus en raison de dispositions d'urgence prises pour permettre une éventuelle participation en ligne aux réunions de la Conférence des Parties ou de ses organes subsidiaires, en consultation avec les Parties, sur les excédents disponibles et, le cas échéant, sur les possibilités de les utiliser pour financer des activités de base, en tenant compte de la nécessité de disposer d'un solde de trésorerie ;

29. *Invite* l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à se pencher sur la mise en œuvre de la suppression demandée des dépenses d'appui au programme imputées sur les contributions volontaires pour les frais de participation, en application de la résolution 2/18 de l'Assemblée pour l'environnement, y compris les problèmes de procédure susceptibles de se poser dans le contexte du Règlement financier et des règles de gestion financière des Nations Unies ;

30. *Prie* la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement de se conformer au Mémorandum d'accord entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Conférence des Parties à la Convention de Bâle, en particulier en ce qui concerne les coûts des services essentiels devant être pris en charge par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en application de l'Annexe au Mémorandum d'accord.

Tableau 1  
**Budget-programme, réserves et financement pour l'exercice biennal 2022–2023**  
(en dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'affectation spéciale généraux</i>				<i>Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires<sup>1</sup></i>			
	<i>Bâle (BCL)</i>	<i>Rotterdam (ROL)</i>	<i>Stockholm (SCL)</i>	<i>Total</i>	<i>Bâle (BDL)</i>	<i>Rotterdam (RVL)</i>	<i>Stockholm (SVL)</i>	<i>Total</i>
1. Seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle	557 574	0	0	557 574	1 083 108	0	0	1 083 108
2. Onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam	0	557 574	0	557 574	0	1 083 108	0	1 083 108
3. Onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm	0	0	557 574	557 574	0	0	1 083 108	1 083 108
4. Treizième réunion du Groupe de travail à composition non limitée de la Convention de Bâle	334 632	0	0	334 632	596 260	0	0	596 260
5. Dix-huitième et dix-neuvième réunions du Comité d'étude des produits chimiques	0	503 053	0	503 053	0	86 500	0	86 500
6. Dix-huitième et dix-neuvième réunions du Comité d'étude des polluants organiques persistants	0	0	912 722	912 722	0	0	84 709	84 709
7. Réunions des bureaux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm	42 834	29 199	37 363	109 396	0	0	0	0
10. Quinzième réunion du Comité pour la mise en œuvre et le respect de la Convention de Bâle	39 302	0	0	39 302	46 070	0	0	46 070
11. Première réunion du Comité de contrôle du respect de la Convention de Rotterdam	0	39 302	0	39 302	0	8 130	0	8 130
12. Appui aux organes scientifiques	0	0	0	0	40 000	40 000	40 000	120 000
13. Assistance technique et renforcement des capacités	0	0	0	0	516 311	606 291	606 298	1 728 900
14. Activités de formation et de renforcement des capacités au titre de la Convention de Bâle	0	0	0	0	5 880 094	0	0	5 880 094
15. Activités de formation et de renforcement des capacités au titre de la Convention de Rotterdam	0	0	0	0	0	1 310 000	0	1 310 000
16. Activités de formation et de renforcement des capacités au titre de la Convention de Stockholm	0	0	0	0	0	0	1 195 000	1 195 000
18. Partenariats	0	0	0	0	4 429 294	0	0	4 429 294

		<i>Fonds d'affectation spéciale généraux</i>				<i>Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires<sup>1</sup></i>			
		<i>Bâle (BCL)</i>	<i>Rotterdam (ROL)</i>	<i>Stockholm (SCL)</i>	<i>Total</i>	<i>Bâle (BDL)</i>	<i>Rotterdam (RVL)</i>	<i>Stockholm (SVL)</i>	<i>Total</i>
19	Appui des conventions de Bâle et de Stockholm aux centres régionaux	0	0	0	0	979 150	0	954 150	1 933 300
20	Appui scientifique au titre de la Convention de Bâle	289 375	0	20 000	309 375	390 000	0	0	390 000
21	Appui scientifique au titre de la Convention de Rotterdam	0	74 000	0	74 000	0	90 000	0	90 000
22	Appui scientifique au titre de la Convention de Stockholm	0	0	130 000	130 000	0	0	337 000	337 000
23	Évaluation de l'efficacité et plan mondial de surveillance de la Convention de Stockholm	0	0	135 000	135 000	0	0	420 000	420 000
24	Établissement de rapports nationaux au titre des conventions de Bâle et de Stockholm	40 000	0	70 000	110 000	135 000	0	10 000	145 000
25	Centre d'échange d'informations	42 705	92 792	42 703	178 200	83 334	83 332	83 334	250 000
26	Publications	23 766	23 766	23 766	71 298	55 753	54 000	54 000	163 753
27	Communication, information et sensibilisation du public	8 834	8 833	8 833	26 500	162 000	0	0	162 000
28	Direction exécutive, gestion et administration	188 250	236 430	204 399	629 079	0	0	0	0
29	Coopération au niveau international	6 666	6 666	6 668	20 000	4 000	4 000	4 000	12 000
30	Mobilisation des ressources et mécanismes de financement	0	0	0	0	3 000	3 000	163 000	169 000
32	Activités juridiques et politiques au titre de la Convention de Bâle	0	0	0	0	859 938	0	0	859 938
33	Activités juridiques et politiques	0	0	0	0	0	100 000	0	100 000
34	Initiative des pays au titre de la Convention de Bâle (gestion écologiquement rationnelle et amélioration de la clarté juridique)	0	0	0	0	444 440	0	0	444 440
35	Entretien des locaux et services opérationnels	263 330	151 665	263 330	678 325	0	0	0	0
36	Services numériques	100 000	80 000	100 000	280 000	0	0	0	0
<b>Total partiel des dépenses hors personnel</b>		<b>1 937 268</b>	<b>1 803 280</b>	<b>2 512 358</b>	<b>6 252 906</b>	<b>15 707 752</b>	<b>3 468 361</b>	<b>5 034 599</b>	<b>24 210 712</b>
Dépenses de personnel		6 748 169	5 602 562	8 051 897	20 402 627	804 140	804 140	804 140	2 412 420
<b>Total des coûts directs (dépenses d'appui au programme non comprises)</b>		<b>8 685 437</b>	<b>7 405 843</b>	<b>10 564 255</b>	<b>26 655 535</b>	<b>16 511 892</b>	<b>4 272 501</b>	<b>5 838 739</b>	<b>26 623 132</b>
Dépenses d'appui au programme (13 %)		1 129 107	962 760	1 373 353	3 465 220	2 146 546	555 425	759 036	3 461 007
<b>Total général</b>		<b>9 814 544</b>	<b>8 368 603</b>	<b>11 937 608</b>	<b>30 120 755</b>	<b>18 658 438</b>	<b>4 827 926</b>	<b>6 597 775</b>	<b>30 084 139</b>

<sup>1</sup> Le financement du budget volontaire est subordonné à la disponibilité de ressources.

**Financement en provenance des fonds d'affectation spéciale généraux pour le budget  
pour l'exercice biennal 2022–2023**

(en dollars des États-Unis)

	<i>Convention de Bâle (BCL)</i>	<i>Convention de Rotterdam (ROL)</i>	<i>Convention de Stockholm (SCL)</i>	<i>Total</i>
<b>Budgets approuvés pour l'exercice biennal 2022–2023</b>				
Coûts directs pour l'exercice biennal 2022–2023	8 685 437	7 405 843	10 564 255	26 655 535
Dépenses d'appui au programme (13 %)	1 129 107	962 760	1 373 353	3 465 220
<i>Budget opérationnel total pour l'exercice biennal 2022–2023</i>	9 814 544	8 368 603	11 937 608	30 120 755
<b>Réserve de trésorerie</b>				
Niveau actuel de la réserve de trésorerie (15 %)	728 421	624 556	895 497	2 248 475
Niveau requis de la réserve de trésorerie (15 %)	736 091	627 645	895 321	2 259 057
<i>Variation de la réserve de trésorerie</i>	7 670	3 089	(177)	10 582
<b>Réserve spéciale pour imprévus de la Convention de Rotterdam</b>				
Niveau actuel de la réserve		330 318		330 318
Niveau requis de la réserve		298 874		298 874
<i>Variation de la réserve<sup>1</sup></i>		(31 444)		(31 444)
<b>Montant total des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2022–2023</b>	9 822 213	8 340 247	11 937 432	30 099 892
<b>Financement proposé pour les budgets de l'exercice biennal 2022–2023</b>				
Solde de trésorerie disponible dans les fonds d'affectation spéciale généraux				
Contribution de pays hôte de la Suisse (contribution statutaire non comprise) <sup>2,4,5,6</sup>		626 305	1 861 813	2 488 118
Contribution de pays hôte de l'Italie <sup>3,5</sup>		1 252 610		1 252 610
Contributions des Parties	9 822 213	6 461 333	10 075 618	26 359 165
<b>Total du financement</b>	9 822 213	8 340 247	11 937 432	30 099 892

Observations :

1) Le montant de la réserve spéciale pour imprévus de la Convention de Rotterdam (établi pour le personnel fourni par la FAO à titre de contribution en nature) a été ajusté pour tenir compte des variations dans les dépenses de personnel budgétisées entre les exercices biennaux 2020–2021 et 2022–2023 à Rome.

2) La contribution de pays hôte de la Suisse à la Convention de Rotterdam s'élève à 600 000 euros par an, dont 50 % sont affectés au Fonds d'affectation spéciale général et 50 % au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires.

3) La contribution de pays hôte de l'Italie au Fonds d'affectation spéciale général de la Convention de Rotterdam s'élève à 600 000 euros par an.

4) La contribution de pays hôte de la Suisse à la Convention de Stockholm s'élève à 2 millions de francs suisses par an, dont 1 million (contribution de la Suisse comprise) est affecté au Fonds d'affectation spéciale général et 1 million au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires.

5) Les contributions de pays hôte pour la Convention de Rotterdam sont annoncées en euros et converties en dollars au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies en juin 2022 (1 dollar = 0,958 euro).

6) Les contributions de pays hôte pour la Convention de Stockholm sont annoncées en francs suisses et converties en dollars au taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies en juin 2022 (1 dollar = 0,994 franc suisse).

Tableau 2

**Montant des contributions statutaires des Parties aux fonds d'affectation spéciale généraux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm pour les budgets opérationnels de l'exercice biennal 2022–2023**

(en dollars des États-Unis)

Partie	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
		Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Afghanistan	0,006	0,008	737	436	301	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 391
Afrique du Sud	0,244	0,305	29 969	16 942	13 027	0,306	19 750	10 880	8 870	0,321	32 331	18 409	13 922	82 050
Albanie	0,008	0,010	983	498	485	0,010	648	320	328	0,011	1 060	541	519	2 690
Algérie	0,109	0,136	13 388	8 595	4 793	0,137	8 823	5 520	3 303	0,143	14 443	9 340	5 103	36 654
Allemagne	6,111	7,642	750 587	379 319	371 268	7,655	494 638	243 608	251 030	8,037	809 731	412 174	397 557	2 054 955
Andorre	0,005	0,006	614	311	303	–	–	–	–	–	–	–	–	614
Angola	0,010	0,013	1 228	623	605	–	–	–	–	0,013	1 325	677	648	2 553
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Arabie saoudite	1,184	1,481	145 425	72 999	72 426	1,483	95 836	46 882	48 954	1,557	156 885	79 322	77 563	398 145
Argentine	0,719	0,899	88 312	56 991	31 321	0,901	58 197	36 601	21 596	0,946	95 270	61 928	33 342	241 779
Arménie	0,007	0,009	860	436	424	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513
Australie	2,111	2,640	259 285	137 651	121 634	2,644	170 869	88 403	82 466	2,776	279 716	149 574	130 142	709 869
Autriche	0,679	0,849	83 399	42 167	41 232	0,851	54 960	27 081	27 879	0,893	89 970	45 820	44 150	228 328
Azerbaïdjan	0,030	0,038	3 685	3 052	633	–	–	–	–	0,039	3 975	3 316	659	7 660
Bahamas	0,019	0,024	2 334	1 121	1 213	–	–	–	–	0,025	2 518	1 218	1 300	4 851
Bahreïn	0,054	0,068	6 633	3 114	3 519	0,068	4 371	2 000	2 371	0,071	7 155	3 384	3 771	18 159
Bangladesh	0,010	0,010	982	498	484	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 990
Barbade	0,008	0,010	983	436	547	0,010	648	319	329	0,011	1 060	514	546	2 690
Bélarus	0,041	0,051	5 036	3 052	1 984	–	–	–	–	0,054	5 433	3 316	2 117	10 469
Belgique	0,828	1,035	101 700	51 136	50 564	1,037	67 020	32 841	34 179	1,089	109 713	55 566	54 147	278 433
Belize	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Bénin	0,005	0,006	614	187	427	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
Bhoutan	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	–	–	–	–	123
Bolivie (État plurinational de)	0,019	0,024	2 334	997	1 337	0,024	1 538	640	898	0,025	2 518	1 083	1 435	6 389

Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Bosnie-Herzégovine	0,012	0,015	1 474	747	727	0,015	971	480	491	0,016	1 590	812	778	4 035
Botswana	0,015	0,019	1 842	872	970	0,019	1 214	560	654	0,020	1 988	948	1 040	5 044
Brésil	2,013	2,517	247 248	183 618	63 630	2,522	162 937	117 924	45 013	2,647	266 730	199 522	67 208	676 915
Brunéi Darussalam	0,021	0,026	2 579	1 557	1 022	–	–	–	–	–	–	–	–	2 579
Bulgarie	0,056	0,070	6 878	2 865	4 013	0,070	4 533	1 840	2 693	0,074	7 420	3 113	4 307	18 831
Burkina Faso	0,004	0,005	491	187	304	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Burundi	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Cabo Verde	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Cambodge	0,007	0,009	860	374	486	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513
Cameroun	0,013	0,016	1 597	810	787	0,016	1 052	520	532	0,017	1 723	880	843	4 372
Canada	2,628	3,286	322 785	170 289	152 496	3,292	212 716	109 364	103 352	3,456	348 220	185 038	163 182	883 722
Chili	0,420	0,525	51 587	25 350	26 237	0,526	33 996	16 281	17 715	0,552	55 652	27 546	28 106	141 234
Chine	15,254	19,075	1 873 581	747 738	1 125 843	19,109	1 234 692	480 216	754 476	20,061	2 021 213	812 504	1 208 709	5 129 486
Chypre	0,036	0,045	4 422	2 242	2 180	0,045	2 914	1 440	1 474	0,047	4 770	2 436	2 334	12 106
Colombie	0,246	0,308	30 215	17 938	12 277	0,308	19 912	11 520	8 392	0,324	32 596	19 492	13 104	82 723
Comores	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
Congo	0,005	0,006	614	374	240	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
Costa Rica	0,069	0,086	8 475	3 862	4 613	0,086	5 585	2 480	3 105	0,091	9 143	4 196	4 947	23 203
Côte d'Ivoire	0,022	0,028	2 702	810	1 892	0,028	1 781	520	1 261	0,029	2 915	880	2 035	7 398
Croatie	0,091	0,114	11 177	4 796	6 381	0,114	7 366	3 080	4 286	0,120	12 058	5 211	6 847	30 601
Cuba	0,095	0,119	11 668	4 983	6 685	0,119	7 690	3 200	4 490	0,125	12 588	5 414	7 174	31 946
Danemark	0,553	0,692	67 923	34 506	33 417	0,693	44 761	22 161	22 600	0,727	73 275	37 495	35 780	185 958
Djibouti	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Dominique	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Égypte	0,139	0,174	17 073	11 585	5 488	–	–	–	–	0,183	18 418	12 589	5 829	35 491
El Salvador	0,013	0,016	1 597	747	850	0,016	1 052	480	572	0,017	1 723	812	911	4 372
Émirats arabes unis	0,635	0,794	77 994	38 368	39 626	0,795	51 398	24 641	26 757	0,835	84 140	41 691	42 449	213 532
Équateur	0,077	0,096	9 458	4 983	4 475	0,096	6 233	3 200	3 033	0,101	10 203	5 414	4 789	25 893
Érythrée	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777



Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Espagne	2,134	2,669	262 110	133 665	128 445	2,673	172 731	85 843	86 888	2,806	282 763	145 242	137 521	717 603
Estonie	0,044	0,055	5 404	2 429	2 975	0,055	3 561	1 560	2 001	0,058	5 830	2 640	3 190	14 796
Eswatini	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
État de Palestine		0,001	98	50	48	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 752
Éthiopie	0,010	0,010	982	498	484	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 636
Fédération de Russie	1,866	2,333	229 192	149 797	79 395	2,338	151 038	96 203	54 835	2,454	247 252	162 772	84 480	627 483
Fidji	0,004		–	–	–	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 008
Finlande	0,417	0,521	51 218	26 222	24 996	0,522	33 753	16 841	16 912	0,548	55 254	28 493	26 761	140 225
France	4,318	5,400	530 361	275 738	254 623	5,409	349 508	177 086	172 422	5,679	572 152	299 621	272 531	1 452 020
Gabon	0,013	0,016	1 597	934	663	0,016	1 052	600	452	0,017	1 723	1 015	708	4 372
Gambie	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Géorgie	0,008	0,010	983	498	485	0,010	648	320	328	0,011	1 060	541	519	2 690
Ghana	0,024	0,030	2 948	934	2 014	0,030	1 943	600	1 343	0,032	3 180	1 015	2 165	8 071
Grèce	0,325	0,406	39 918	22 796	17 122	0,407	26 306	14 640	11 666	0,427	43 064	24 771	18 293	109 288
Grenade	0,001	0,001	123		123	0,010	646		646	0,010	1 008		1 008	1 777
Guatemala	0,041	0,051	5 036	2 242	2 794	0,051	3 319	1 440	1 879	0,054	5 433	2 436	2 997	13 787
Guinée	0,003	0,004	368	187	181	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 022
Guinée équatoriale	0,012	0,015	1 474	997	477	0,015	971	640	331	0,016	1 590	1 083	507	4 035
Guinée-Bissau	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Guyana	0,004	0,005	491	125	366	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Honduras	0,009	0,011	1 105	561	544	0,011	728	360	368	0,012	1 193	609	584	3 026
Hongrie	0,228	0,285	28 004	12 831	15 173	0,286	18 455	8 240	10 215	0,300	30 211	13 942	16 269	76 670
Îles Cook		0,001	98	50	48	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 752
Îles Marshall	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Îles Salomon	0,001		–		–		–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 008
Inde	1,044	1,306	128 230	51 946	76 284	1,308	84 504	33 361	51 143	1,373	138 334	56 446	81 888	351 067
Indonésie	0,549	0,687	67 431	33 821	33 610	0,688	44 437	21 721	22 716	0,722	72 745	36 750	35 995	184 613
Iran (République islamique d’)	0,371	0,464	45 568	24 790	20 778	0,465	30 030	15 921	14 109	0,488	49 159	26 937	22 222	124 757

Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Iraq	0,128	0,160	15 722	8 035	7 687	0,160	10 361	5 160	5 201	0,168	16 960	8 731	8 229	43 043
Irlande	0,439	0,549	53 920	23 108	30 812	0,550	35 534	14 841	20 693	0,577	58 169	25 109	33 060	147 623
Islande	0,036	0,045	4 422	1 744	2 678	–	–	–	–	0,047	4 770	1 895	2 875	9 192
Israël	0,561	0,702	68 905	30 520	38 385	0,703	45 409	19 601	25 808	–	–	–	–	114 314
Italie	3,189	3,988	391 691	205 978	185 713	3,995	258 125	132 285	125 840	–	–	–	–	649 815
Jamaïque	0,008	0,010	983	498	485	0,010	648	320	328	0,011	1 060	541	519	2 690
Japon	8,033	10,045	986 658	533 413	453 245	10,063	650 208	342 572	307 636	10,564	1 064 403	579 615	484 788	2 701 269
Jordanie	0,022	0,028	2 702	1 308	1 394	0,028	1 781	840	941	0,029	2 915	1 421	1 494	7 398
Kazakhstan	0,133	0,166	16 336	11 087	5 249	0,167	10 765	7 120	3 645	0,175	17 623	12 047	5 576	44 724
Kenya	0,030	0,038	3 685	1 495	2 190	0,038	2 428	960	1 468	0,039	3 975	1 624	2 351	10 088
Kirghizistan	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Kiribati	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
Koweït	0,234	0,293	28 741	15 696	13 045	0,293	18 940	10 080	8 860	0,308	31 006	17 055	13 951	78 688
Lesotho	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Lettonie	0,050	0,063	6 141	2 927	3 214	0,063	4 047	1 880	2 167	0,066	6 625	3 181	3 444	16 814
Liban	0,036	0,045	4 422	2 927	1 495	0,045	2 914	1 880	1 034	0,047	4 770	3 181	1 589	12 106
Libéria	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Libye	0,018	0,023	2 211	1 869	342	0,023	1 457	1 200	257	0,024	2 385	2 030	355	6 053
Liechtenstein	0,010	0,013	1 228	561	667	0,013	809	360	449	0,013	1 325	609	716	3 363
Lituanie	0,077	0,096	9 458	4 422	5 036	0,096	6 233	2 840	3 393	0,101	10 203	4 805	5 398	25 893
Luxembourg	0,068	0,085	8 352	4 173	4 179	0,085	5 504	2 680	2 824	0,089	9 010	4 535	4 475	22 866
Macédoine du Nord	0,007	0,009	860	436	424	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513
Madagascar	0,004	0,005	491	249	242	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Malaisie	0,348	0,435	42 743	21 239	21 504	0,436	28 168	13 640	14 528	–	–	–	–	70 911
Malawi	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Maldives	0,004	0,005	491	249	242	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Mali	0,005	0,006	614	249	365	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
Malte	0,019	0,024	2 334	1 059	1 275	0,024	1 538	680	858	0,025	2 518	1 151	1 367	6 389
Maroc	0,055	0,069	6 755	3 426	3 329	0,069	4 452	2 200	2 252	0,072	7 288	3 722	3 566	18 495

Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Maurice	0,019	0,024	2 334	685	1 649	0,024	1 538	440	1 098	0,025	2 518	744	1 774	6 389
Mauritanie	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Mexique	1,221	1,527	149 970	80 473	69 497	1,530	98 830	51 682	47 148	1,606	161 787	87 443	74 344	410 588
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
Monaco	0,011	0,014	1 351	685	666	–	–	–	–	0,014	1 458	744	714	2 809
Mongolie	0,004	0,005	491	311	180	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Monténégro	0,004	0,005	491	249	242	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Mozambique	0,004	0,005	491	249	242	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 145
Myanmar	0,010	0,010	982	498	484	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 990
Namibie	0,009	0,011	1 105	561	544	0,011	728	360	368	0,012	1 193	609	584	3 026
Nauru	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
Népal	0,010	0,010	982	436	546	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 636
Nicaragua	0,005	0,006	614	311	303	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
Niger	0,003	0,004	368	125	243	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 022
Nigéria	0,182	0,228	22 354	15 571	6 783	0,228	14 731	10 000	4 731	0,239	24 116	16 920	7 196	61 201
Nioué	–	–	–	–	–	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 008
Norvège	0,679	0,849	83 399	46 963	36 436	0,851	54 960	30 161	24 799	0,893	89 970	51 031	38 939	228 328
Nouvelle-Zélande	0,309	0,386	37 953	18 125	19 828	0,387	25 011	11 640	13 371	0,406	40 944	19 695	21 249	103 908
Oman	0,111	0,139	13 634	7 163	6 471	0,139	8 985	4 600	4 385	0,146	14 708	7 783	6 925	37 326
Ouganda	0,010	0,010	982	498	484	0,010	646	320	326	0,010	1 008	541	467	2 636
Ouzbékistan	0,027	0,034	3 316	1 993	1 323	–	–	–	–	0,036	3 578	2 166	1 412	6 894
Pakistan	0,114	0,143	14 002	7 163	6 839	0,143	9 227	4 600	4 627	0,150	15 105	7 783	7 322	38 335
Palaos	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
Panama	0,090	0,113	11 054	2 803	8 251	0,113	7 285	1 800	5 485	0,118	11 925	3 046	8 879	30 264
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,010	0,013	1 228	623	605	–	–	–	–	0,013	1 325	677	648	2 553
Paraguay	0,026	0,033	3 193	997	2 196	0,033	2 104	640	1 464	0,034	3 445	1 083	2 362	8 743
Pays-Bas	1,377	1,722	169 131	84 459	84 672	1,725	111 457	54 242	57 215	1,811	182 458	91 775	90 683	463 046
Pérou	0,163	0,204	20 021	9 467	10 554	0,204	13 194	6 080	7 114	0,214	21 598	10 287	11 311	54 812

Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Philippines	0,212	0,265	26 039	12 769	13 270	0,266	17 160	8 200	8 960	0,279	28 091	13 874	14 217	71 290
Pologne	0,837	1,047	102 805	49 953	52 852	1,049	67 749	32 081	35 668	1,101	110 906	54 280	56 626	281 459
Portugal	0,353	0,441	43 357	21 800	21 557	0,442	28 573	14 000	14 573	0,464	46 774	23 688	23 086	118 704
Qatar	0,269	0,336	33 040	17 565	15 475	0,337	21 773	11 280	10 493	0,354	35 644	19 086	16 558	90 457
République arabe syrienne	0,009	0,011	1 105	685	420	0,011	728	440	288	0,012	1 193	744	449	3 026
République centrafricaine	0,001	0,001	123	62	61	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 130
République de Corée	2,574	3,219	316 153	141 201	174 952	3,224	208 345	90 683	117 662	3,385	341 065	153 432	187 633	865 563
République de Moldova	0,005	0,006	614	187	427	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
République démocratique du Congo	0,010	0,010	982	498	484	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 636
République démocratique populaire lao	0,007	0,009	860	311	549	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513
République dominicaine	0,067	0,084	8 229	3 301	4 928	0,084	5 423	2 120	3 303	0,088	8 878	3 587	5 291	22 530
République populaire démocratique de Corée	0,005	0,006	614	374	240	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 268
République-Unie de Tanzanie	0,010	0,010	982	623	359	0,010	646	400	246	0,010	1 008	677	331	2 636
Roumanie	0,312	0,390	38 322	12 333	25 989	0,391	25 254	7 920	17 334	0,410	41 341	13 401	27 940	104 917
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,375	5,471	537 362	284 458	252 904	5,481	354 122	182 686	171 436	5,754	579 704	309 097	270 607	1 471 188
Rwanda	0,003	0,004	368	187	181	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 022
Sainte-Lucie	0,002	0,003	246	62	184	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 253
Saint-Kitts-et-Nevis	0,002	0,003	246	62	184	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Samoa	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Sénégal	0,007	0,009	860	436	424	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513
Serbie	0,032	0,040	3 930	1 744	2 186	0,040	2 590	1 120	1 470	0,042	4 240	1 895	2 345	10 761
Seychelles	0,002	0,003	246	125	121	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 253

Partie		Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Sierra Leone	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Singapour	0,504	0,630	61 904	30 208	31 696	0,631	40 795	19 401	21 394	0,663	66 782	32 825	33 957	169 481
Slovaquie	0,155	0,194	19 038	9 530	9 508	0,194	12 546	6 120	6 426	0,204	20 538	10 355	10 183	52 122
Slovénie	0,079	0,099	9 703	4 734	4 969	0,099	6 394	3 040	3 354	0,104	10 468	5 144	5 324	26 565
Somalie	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Soudan	0,010	0,010	982	498	484	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 636
Sri Lanka	0,045	0,056	5 527	2 741	2 786	0,056	3 642	1 760	1 882	0,059	5 963	2 978	2 985	15 132
Suède	0,871	1,089	106 981	56 431	50 550	1,091	70 501	36 241	34 260	1,145	115 411	61 319	54 092	292 892
Suisse	1,134	1,418	139 284	71 691	67 593	1,421	91 788	46 042	45 746	1,491	150 259	77 900	72 359	381 332
Suriname	0,003	0,004	368	311	57	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 022
Tadjikistan	0,003	0,004	368	249	119	–	–	–	–	0,010	1 008	514	494	1 376
Tchad	0,003	0,004	368	249	119	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 022
Tchéquie	0,340	0,425	41 761	19 371	22 390	0,426	27 520	12 440	15 080	0,447	45 051	21 049	24 002	114 332
Thaïlande	0,368	0,460	45 200	19 122	26 078	0,461	29 787	12 280	17 507	0,484	48 761	20 778	27 983	123 748
Togo	0,002	0,003	246	125	121	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 899
Tonga	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Trinité-et-Tobago	0,037	0,046	4 545	2 491	2 054	0,046	2 995	1 600	1 395	0,049	4 903	2 707	2 196	12 442
Tunisie	0,019	0,024	2 334	1 557	777	0,024	1 538	1 000	538	0,025	2 518	1 692	826	6 389
Türkiye	0,845	1,057	103 788	85 393	18 395	1,059	68 396	54 842	13 554	1,111	111 966	92 790	19 176	284 149
Turkménistan	0,034	0,043	4 176	2 055	2 121	–	–	–	–	–	–	–	–	4 176
Tuvalu	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	94	1 777
Ukraine	0,056	0,070	6 878	3 550	3 328	0,070	4 533	2 280	2 253	0,074	7 420	3 858	3 562	18 831
Union européenne		2,500	245 555	124 529	121 026	2,500	161 533	79 761	81 772	2,500	251 889	128 600	123 289	658 978
Uruguay	0,092	0,115	11 300	5 419	5 881	0,115	7 447	3 480	3 967	0,121	12 190	5 888	6 302	30 937
Vanuatu	0,001	0,001	123	62	61	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	1 777
Venezuela (République bolivarienne du)	0,175	0,219	21 494	45 344	(23 850)	0,219	14 165	29 121	(14 956)	0,230	23 188	49 271	(26 083)	58 848
Viet Nam	0,093	0,116	11 423	4 796	6 627	0,117	7 528	3 080	4 448	0,122	12 323	5 211	7 112	31 273
Yémen	0,008	0,010	982	623	359	0,010	646	400	246	0,010	1 008	677	331	2 636

Partie	Barème des quotes-parts de l'ONU (en %) (1)	Convention de Bâle				Convention de Rotterdam				Convention de Stockholm				Total pour les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
		Barème ajusté (en %) (2)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Montant de la contribution pour 2023	Barème ajusté (en %) (3)	Contribution pour 2022–2023	Contribution mise en recouvrement pour 2022	Contribution pour 2023	Contribution pour 2022–2023
Zambie	0,008	0,010	982	561	421	0,010	646	360	286	0,010	1 008	609	399	2 636
Zimbabwe	0,007	0,009	860	311	549	0,010	646	319	327	0,010	1 008	514	494	2 513

Notes :

1) Barème des quotes-parts de l'ONU, tel que défini dans la résolution 76/238 du 24 décembre 2021, adoptée par l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session pour les années 2022, 2023 et 2024.

2) Conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 5 des règles de gestion financière de la Convention de Bâle, les contributions versées chaque année par les Parties devraient être calculées d'après un barème indicatif fondé sur le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies tel qu'adopté par l'Assemblée générale, ajusté de telle sorte i) qu'aucune Partie n'acquitte une contribution inférieure à 0,001 % du total ; ii) qu'aucune contribution ne représente plus de 22 % du total ; et iii) qu'aucune contribution d'une Partie comptant parmi les pays les moins avancés n'excède 0,01 % du total.

3) Conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 5 des règles de gestion financière des conventions de Rotterdam et de Stockholm, les contributions versées chaque année par les Parties devraient être calculées d'après un barème indicatif fondé sur le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies tel qu'adopté par l'Assemblée générale, ajusté de telle sorte i) qu'aucune Partie n'acquitte une contribution inférieure à 0,01 % du total ; ii) qu'aucune contribution ne représente plus de 22 % du total ; et iii) qu'aucune contribution d'une Partie comptant parmi les pays les moins avancés n'excède 0,01 % du total.

Tableau 3

**Tableau indicatif des effectifs du Secrétariat pour l'exercice biennal 2022–2023 financés par les fonds d'affectation spéciale généraux (à des fins d'évaluation des coûts uniquement)**

<i>Catégorie et classe de personnel</i>	<i>Financés par le budget de base</i>	<i>Fournis par la FAO</i>	<i>Dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Total</i>
<b>A. Catégorie des administrateur(trice)s</b>				
Classe D-2	1,00	0,25		<b>1,25</b>
Classe D-1	1,00			<b>1,00</b>
Classe P-5	7,00			<b>7,00</b>
Classe P-4	7,00		2,00	<b>9,00</b>
Classe P-3	16,50	1,00		<b>17,50</b>
Classe P-2	2,00			<b>2,00</b>
<b>Total partiel A</b>	<b>34,50</b>	<b>1,25</b>	<b>2,00</b>	<b>37,75</b>
<b>B. Catégorie des services généraux</b>				
Agent(e)s des services généraux	12,00	1,25	6,00	<b>19,25</b>
<b>Total partiel B</b>	<b>12,00</b>	<b>1,25</b>	<b>6,00</b>	<b>19,25</b>
<b>Total (A+B)</b>	<b>46,50</b>	<b>2,50</b>	<b>8,00</b>	<b>57,00</b>
Observations	(1)	(2)	(3)	

*Observations :*

- 1) Les postes financés par le budget de base sont imputés sur les fonds d'affectation spéciale généraux.
- 2) Postes fournis par la FAO à titre de contribution en nature au Secrétariat de la Convention de Rotterdam.
- 3) Postes financés au titre des dépenses d'appui au programme prélevées sur les contributions (budget de base) et sur les contributions volontaires.

Tableau 4

**Tableau indicatif des effectifs du Secrétariat proposé pour l'exercice biennal 2022–2023 financés par les fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires et pour la coopération technique (à des fins d'évaluation des coûts uniquement)**

<i>Catégorie et classe de personnel</i>	<i>Financés au moyen de contributions volontaires</i>	<i>Administrateur(trice)s auxiliaires</i>	<i>Total</i>
<b>A. Catégorie des administrateur(trice)s</b>			
Classe D-2			
Classe D-1			
Classe P-5			
Classe P-4			
Classe P-3	1,00		1,00
Classe P-2	1,00	2,00	3,00
<b>Total partiel A</b>	<b>2,00</b>	<b>2,00</b>	<b>4,00</b>

<b>B. Catégorie des services généraux</b>			
Agent(e)s des services généraux	5,00		5,00
<b>Total partiel B</b>	<b>5,00</b>		<b>5,00</b>
<b>Total (A+B)</b>	<b>7,00</b>	<b>2,00</b>	<b>9,00</b>
Observations	(1)	(2)	

*Observations :*

1) Les postes financés au moyen de contributions volontaires seront pourvus uniquement si un financement volontaire suffisant est disponible. D'autres postes financés par ces moyens peuvent être créés pour appuyer la mise en œuvre de projets financés au moyen de contributions volontaires, selon que de besoin et sous réserve de la disponibilité de ressources.

2) Les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique servant à financer les postes d'administrateurs auxiliaires sont créés et gérés par le PNUE.

Tableau 5

**Dépenses de personnel prévues pour Genève et Rome pour l'exercice biennal 2022–2023**

(en dollars des États-Unis)

**Lieu d'affectation : Genève**

<i>Catégorie et classe de personnel</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2022–2023</i>
<b>A Catégorie des administrateur(trice)s</b>					
Classe D-2	312 640	320 456	328 468	336 680	665 148
Classe D-1	312 640	320 456	328 468	336 680	665 148
Classe P-5	272 888	279 711	286 704	293 872	580 576
Classe P-4	230 262	236 019	241 920	247 968	489 888
Classe P-3	197 064	201 991	207 041	212 218	419 259
Classe P-2	168 815	173 036	177 362	181 797	359 159
<b>B. Catégorie des services généraux</b>					
Agent(e)s des services généraux	150 856	154 628	158 494	162 457	320 951
<b>C. Autres</b>					
Dépenses liées aux départs en retraite/cessations de service et aux recrutements de personnel de remplacement					262 931
Observations	(1)	(2)	(2)	(2)	(2) (3)

*Observations :*

1) Les dépenses de personnel engagées en 2020 ont servi de base pour estimer celles des années suivantes. Les dépenses de 2020 comprennent une provision pour les congés dans les foyers, le personnel ayant dû reporter leur droit en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

2) Les dépenses de personnel pour 2021, 2022 et 2023 ont été estimées en majorant les dépenses de 2020 de 2,5 % par an afin de tenir compte de l'avancement d'échelon des traitements du personnel, de l'inflation, de l'effet des fluctuations de taux de change sur l'indemnité de poste et de tout autre changement inattendu dans les dépenses de personnel. Le Secrétaire exécutif est autorisé, à titre exceptionnel et en dernier recours, à prélever des fonds supplémentaires à concurrence de 247 179 dollars sur le solde net des trois fonds d'affectation spéciale généraux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm afin de couvrir tout déficit par rapport à l'enveloppe budgétaire approuvée au titre des effectifs pour l'exercice biennal 2022–2023, au cas où l'augmentation annuelle appliquée au coût réel des effectifs et utilisée pour déterminer l'enveloppe



budgétaire à ce titre serait insuffisante, sous réserve qu'ils ne soient pas ramenés en-deçà de la réserve opérationnelle.

3) Les prévisions de dépenses liées aux départs en retraite/cessations de service (par exemple, rapatriement, compensation des jours de congé accumulés) et aux recrutements de personnel de remplacement (par exemple, coûts de relocalisation, primes d'affectation), sont présentées séparément, étant donné qu'elles ne font pas partie des dépenses effectives de personnel prévues. Les provisions tiennent compte du fait que trois membres du personnel prendront leur retraite au cours de l'exercice biennal 2022–2023. Une provision a également été constituée pour couvrir 50 % des dépenses de rapatriement et de compensation des jours de congé accumulés de trois autres membres du personnel qui ont la possibilité de prendre leur retraite au cours de l'exercice biennal 2022–2023, s'ils choisissent cette option. Cette provision peut également servir à couvrir les dépenses liées à des cessations de service ou des transferts de personnel non prévus.

#### Lieu d'affectation : Rome

<i>Catégorie et classe de personnel</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2022–2023</i>
<b>A. Catégorie des administrateur(trice)s</b>					
Classe P-5	260 323	266 832	273 503	280 341	553 844
Classe P-4	249 722	255 966	262 366	268 926	531 292
Classe P-3	185 388	190 023	194 774	199 644	394 418
Classe P-2	160 016	164 017	168 118	172 321	340 439
<b>B. Catégorie des services généraux</b>					
Agent(e)s des services généraux	95 570	97 960	100 409	102 920	203 329
<b>C. Autres</b>					
Dépenses liées aux départs en retraite/cessations de service et aux recrutements de personnel de remplacement					
Observations	(1)	(2)	(2)	(2)	(2) (3)

#### *Observations :*

1) Les dépenses de personnel engagées en 2020 ont servi de base pour estimer celles des années suivantes. Les dépenses de 2020 comprennent une majoration pour un meilleur recouvrement des coûts liés au personnel appliquée par la FAO à l'ensemble des dépenses de personnel ainsi qu'une provision pour les congés dans les foyers, le personnel ayant dû reporter leur droit en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

2) Les dépenses de personnel pour 2021, 2022 et 2023 ont été estimées en majorant les dépenses de 2020 de 2,5 % par an afin de tenir compte de l'avancement d'échelon des traitements du personnel, de l'inflation, de l'effet des fluctuations de taux de change sur l'indemnité de poste et de tout autre changement inattendu dans les dépenses de personnel. Le Secrétaire exécutif est autorisé, à titre exceptionnel et en dernier recours, à prélever des fonds supplémentaires à concurrence de 247 179 dollars sur le solde net des trois fonds d'affectation spéciale généraux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm afin de couvrir tout déficit par rapport à l'enveloppe budgétaire approuvée au titre des effectifs pour l'exercice biennal 2022–2023, au cas où l'augmentation annuelle appliquée au coût réel des effectifs et utilisée pour déterminer l'enveloppe budgétaire à ce titre serait insuffisante, sous réserve qu'ils ne soient pas ramenés en-deçà de la réserve opérationnelle.

3) Aucun départ à la retraite n'est prévu au cours de l'exercice biennal 2022–2023 pour les membres du personnel en poste à Rome. D'autres mouvements possibles liés à la mobilité du personnel ont été prévus dans le budget pour les membres du personnel en poste à Genève.